

Discours de M. Christophe ROUILLON
Plénière du Comité Européen des Régions
Débat sur l'Ukraine en présence de Madame la Commissaire Européenne Elisa Ferreira
Bruxelles - 27 avril 2022

Madame la Commissaire Européenne à la Cohésion Territoriale, Elisa Ferreira,
Chers collègues,

L'invasion de l'Ukraine par le dictateur Vladimir Poutine a pu surprendre même si tous les signaux indiquaient depuis de nombreuses années une stratégie agressive contre ses voisins, l'Union Européenne, nos valeurs, ainsi qu'une paranoïa grandissante.

Comme lors de la crise de la COVID-19, l'Union Européenne a réagi avec diligence, intelligence et efficacité.

Plusieurs de mes concitoyens m'ont dit « Dans la tempête, c'est rassurant de voir concrètement à quoi sert l'Union Européenne ».

En plus des sanctions contre le pouvoir poutinien, une politique est la colonne vertébrale de la réponse de l'Europe. C'est notre politique fétiche, notre raison d'être : la politique de cohésion territoriale. Forte d'un budget de 340 milliard sur 7 ans, le 2ème budget de l'Union Européenne après la PAC, elle fait preuve de son utilité et de son efficacité. Nous pouvons nous en féliciter.

Trois remarques et demandes peuvent être formulées :

Premièrement, la Commission Européenne et vous-même, Madame Ferreira, avez mis en œuvre un budget dénommé « CARE », doté de 17 milliard, pour permettre à l'accueil des réfugiés ukrainiens dans des conditions humaines.

A l'appel du président de l'Association des villes ukrainiennes et maire de Kiev, Vitali Klitschko, ce fond doit être mobilisé pour envoyer 15 000 jeunes ukrainiens déscolarisés dans les villes et villages de l'Union Européenne.

Deuxièmement, une mise au point importante. Les fonds mis à disposition obéissent à des règles différentes, rendant la tâche des régions, des villes et des villages très difficile sur le terrain.

En ce sens, je soutiens à 100 % la proposition de notre Président, Apostolos Tzitzikostas, qui demande la création d'un « pot commun » de l'Union réunissant les fonds disponibles. Avec ce fond, ce sera plus de rapidité et plus de simplicité pour accueillir les 8 millions de réfugiés ukrainiens attendus.

Enfin, sans doute le plus important. Même si la mobilisation dans l'urgence des fonds de la politique de cohésion a été une bonne chose, nous assistons, d'une certaine façon, à un détournement de procédure. En l'espèce, nous ne devons pas dépouiller la politique de Cohésion et priver les collectivités territoriales d'investissement de long terme visant à réduire les inégalités de richesse et à stimuler une croissance respectueuse de l'environnement.

Plus de charges pour l'accueil des réfugiés, mais moins de crédits d'investissements, ce serait la double peine pour les collectivités qui se mobilisent.

En définitive, nous demandons que l'Union Européenne abonde un fond spécifique permettant de faire face, dans la durée, à l'enjeu de l'accueil des réfugiés et à l'impératif moral de la reconstruction de l'Ukraine dévastée par les monstrueux bombardements des armées de Poutine.

Merci de votre attention.